



Mission résorption des bidonvilles

Décision n°2025-1266

**Objet : Ouverture au recrutement contractuel d'un emploi de Chargé-e de patrimoine résorption des bidonvilles à la direction Mission résorption des bidonvilles**

Réf. : 4.2.5

## Décision

**La Présidente,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2020-32 du 17 juillet 2020 (point 15.1.1) portant délégation du Conseil à la Présidente, afin d'ouvrir les vacances d'emploi au recrutement contractuel et définir les conditions de rémunération,

Vu l'arrêté n°2025-66 du 8 octobre 2025 portant délégations de fonctions et de signature de la Présidente aux élus,

Vu le Code général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-8,2°, sur l'ouverture au recrutement contractuel d'emplois vacants,

Considérant qu'à la direction mission résorption des bidonvilles, un emploi de chargé-e de patrimoine des bidonvilles va se trouver vacant, et que compte tenu des fonctions et des besoins à satisfaire, il est nécessaire d'ouvrir cet emploi au recrutement contractuel,

Considérant que le profil de poste est le suivant :

- Réaliser les diagnostics techniques et assurer le suivi des installations
- Suivre les marchés publics liés aux interventions
- Contribuer à la création de sites de transition, d'insertion, de stabilisation ou tout type de dispositif d'habitat adapté
- Participer à la gestion budgétaire et à la mise en place de méthodologies communes

**Décide,**

Article 1 : L'emploi de chargé de patrimoine des bidonvilles à la direction mission résorption des bidonvilles est ouvert au recrutement contractuel,

Article 2 : La rémunération définie en fonction de l'expérience professionnelle des candidats s'intégrera dans la grille indiciaire de technicien principal 2<sup>ème</sup> classe, à savoir au minimum, 1<sup>er</sup> échelon IM 376 et au maximum 12<sup>ème</sup> échelon IM 539, à laquelle s'ajoutera, le cas échéant, le régime indemnitaire afférent à cet emploi,

Article 3 : Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025,

Article 4 : De charger Monsieur le Directeur général des services de Nantes Métropole et le Comptable public, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nantes, le

**31 DEC. 2025**

Pour la Présidente

La vice-présidente déléguée

Xicha BASSAL

mis en ligne le :

**31 DEC. 2025**